

Les enseignants dans la rue.

Carton rouge pour Blanquer !



Les enseignants dans la rue.

Suppressions de poste dans l'Éducation nationale : en grève le 12 novembre .

Suite de l'article publié le 10 novembre



Accompagnée des trois autres représentants syndicaux (Jean-Marie Laumenerch (SE UNSA), Estelle Aries (SNUIPP FSU), Jocelyn Petit (SNES FSU) Betty Jean dit Tessier lie le communiqué commun.

Alors que le débat budgétaire s'ouvre au parlement, les organisations syndicales FSU, FNEC-FP-FO, SUD Education et UNSA Education du Gers appellent les enseignant.es à se mettre en grève le 12 novembre contre le projet de budget 2019 pour l'enseignement scolaire. Le gouvernement a prévu la diminution de 4.500 d'emplois de fonctionnaires d'état : 40 % de cette baisse est supportée par la seule Éducation nationale.

Dans le détail, il s'agit de 2.650 suppressions de postes d'enseignants dans le second degré qui vont toucher les collèges et les voies générales, technologiques et professionnelles des lycées, alors même que les effectifs vont augmenter. 400 suppressions de postes de personnels administratifs sont aussi programmées. Quant aux créations de postes dans le 1er degré, elles ne suffiront même pas à achever le dédoublement des CP et des CE1 en Education prioritaire. Dans le Gers, on peut s'attendre à ce que le rural en fasse les frais et à ce que les besoins d'ouverture liés à la démographie ne puissent pas être satisfaits.

Ces choix budgétaires conduisent aussi au recours toujours plus important aux contractuels et donc à la précarisation des personnels.

Les conditions de travail se dégradent continuellement avec une charge de travail qui ne fait que s'alourdir, des heures supplémentaires imposées, une réforme du 2nd degré au pas de charge, la remise en cause de la liberté pédagogique, la caporalisation et la mise au pas des personnels, et jusqu'à une défiance envers les enseignant.es, de la part de ceux-là mêmes qui ne cessent de prôner l'école de la confiance. Pour finir, c'est le statut même des enseignant.es qui est remis en cause. Si l'on rajoute à ce tableau l'absence de revalorisation salariale, il n'est guère étonnant que le métier d'enseignant.e n'attire plus.

- Pour en finir avec les suppressions de postes
- Pour un budget à la hauteur des besoins avec des créations de postes statutaires
- Pour de meilleures conditions d'apprentissage et de travail
- Pour une autre vision du Service Public d'Education



La manifestation place de la Libération.



Devant l'Inspection Académique , carton rouge pour le Ministre Jean-Michel Blanquer.



Les manifestants grévistes devant l'Inspection Académique pendant les prises de parole.